



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Val-d'Oise

Dossier suivi par : Nassim ESSAID

Objet : demande de permis de construire

MAIRIE DE FREMECOURT
Hotel de ville
Rue de Cléry
95830 FREMECOURT

A Cergy-Pontoise Cedex, le 26/09/2022

numéro : pc25422B0003

demandeur :

adresse du projet : RUE DES PETITES FONTAINES 95830
FREMECOURT

M RODRIGUES DYLAN
2 LES MESANGES

nature du projet : Construction neuve individuelle

78170 LA CELLE SAINT CLOUD

déposé en mairie le : 21/07/2022

reçu au service le : 26/07/2022

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -
Eglise Notre-Dame (Frémécourt) - Vexin français (Frémécourt)

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, étant de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de ce ou ces monuments historiques ou aux abords, l'architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

- Motifs du refus (1)

Le volume du nouveau bâtiment proposé est trop important par rapport à l'échelle des constructions qui constituent l'écrin bâti du Monument Historique ci-dessus nommé.

A ce titre, le projet porterait atteinte à l'harmonie, à la cohérence préservées de l'environnement protégé et à la qualité urbaine du Monument Historique ci-dessus nommé.

En effet, la construction projetée est trop haute par rapport aux constructions voisines qui constituent l'écrin bâti du Monument Historique ci-dessus nommé. Par ailleurs, elle s'inscrit en contraste violent dans cet environnement à caractère traditionnel en raison de ses pignons trop larges, de ses matériaux non traditionnels et non pérennes (bardage métallique, ...) et de son écriture architecturale contraire à la typologie des constructions traditionnelles du Village et du Vexin français (terrasse arrière en position dominante par rapport au terrain naturel, baies de forme proche du carré, façade principale affichant une symétrie excessive, etc.). Enfin, la réalisation d'une rampe d'accès à un garage « en sous-sol » engendre des mouvements de terre trop importants et une mauvaise adaptation du projet au terrain naturel.

Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du (des) Monument(s) Historique(s) ci-dessus nommé(s).

Les travaux projetés, dans leurs dispositions actuelles, porteraient atteinte aux abords du (des) Monument(s) Historique(s) cité(s) en objet dont il convient de garantir la présentation.

L'architecte des Bâtiments de France

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bellon', with a horizontal line drawn underneath it.

Jean-Baptiste BELLON

Copie est adressée au demandeur afin de l'informer qu'il ne pourra pas se prévaloir d'un permis tacite à l'issue du délai d'instruction en application de l'article R.424-4 du code de l'urbanisme.

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'autorisation de travaux fondé sur le présent refus d'accord, le demandeur peut former un recours administratif auprès du préfet de région (direction régionale des affaires culturelles). Ce recours est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Il doit être effectué par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'opposition ou du refus. Si le demandeur souhaite faire appel à un médiateur issu de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture dans le cadre de ce recours, il doit le préciser lors de sa saisine.